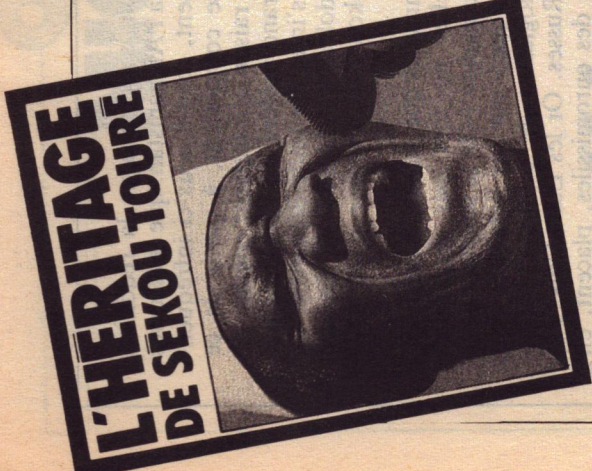




Sans un mot pour les victimes du président défunt, le « syndicat des chefs d'Etat » lui a rendu un dernier hommage.

Mais les militaires, qui avaient eux-mêmes souffert du dictateur, n'ont attendu que la fin des cérémonies pour entrer en scène.

APRES L'ADIEU L'ARMEE

Stradiou Diallo

Coup de théâtre ! Alors que les nombreuses délégations étrangères, dont dix-neuf, venues d'Afrique, d'Asie et d'Amérique avec leur chefs d'Etat et de gouvernement, avaient à peine quitté Conakry après avoir assisté, le 30 mars, aux obsèques de Sékou Touré, l'armée guinéenne s'empara du pouvoir.

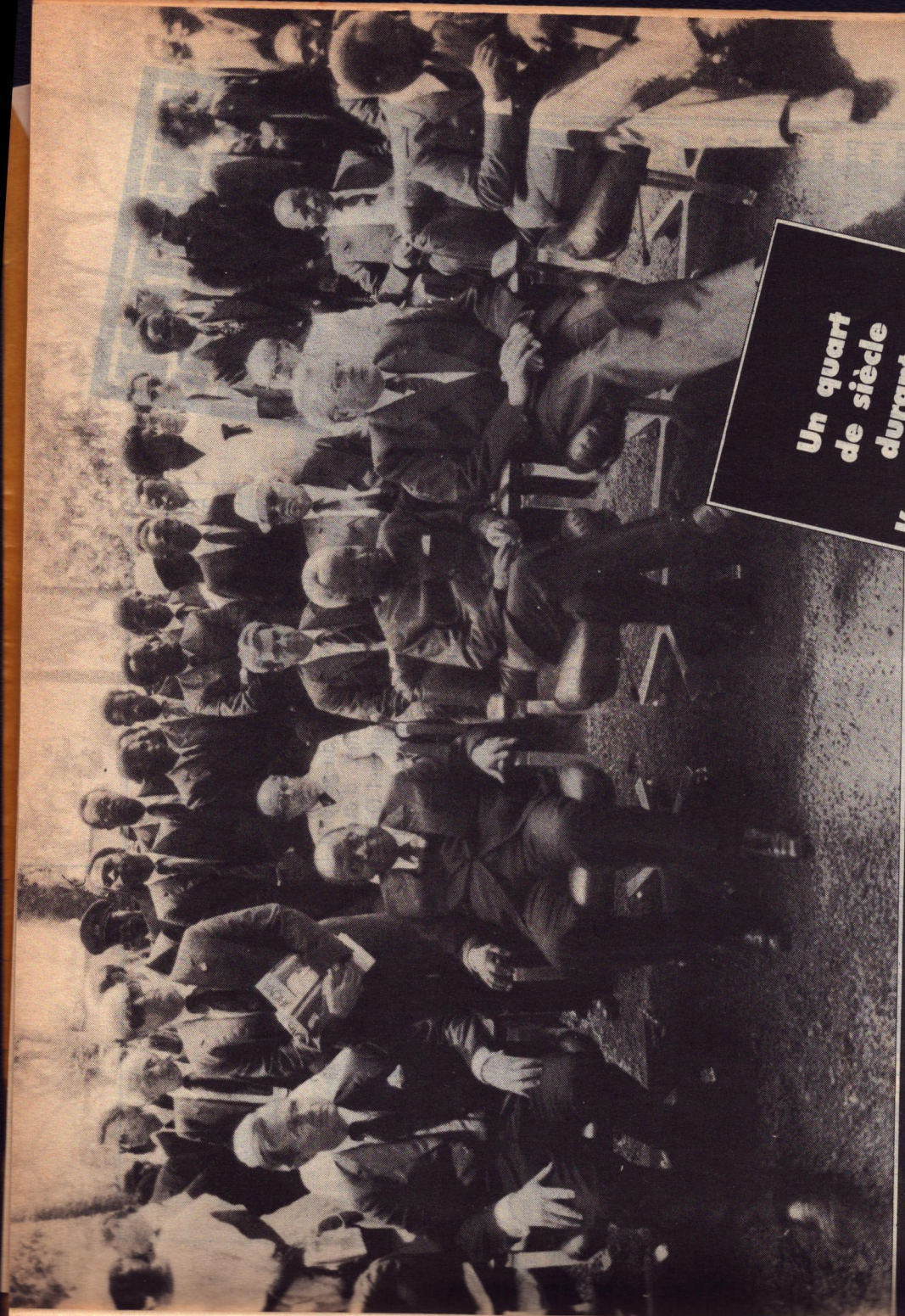
Un communiqué lu sur les antennes de Radio-Conakry, le 3 avril à l'aube, annonçait en effet l'avènement du Comité militaire de redressement national. Qui a aussitôt dissous l'appareil du PDG (Parti démocratique de Guinée), dont Sékou Touré était le leader, ainsi que l'Assemblée nationale, et suspendu la constitution. On a fait état d'arrestations des principales personnalités du régime défunt et de liquidations physiques de certaines.

En attendant d'avoir confirmation de toutes ces informations, on pouvait dire, à l'heure où nous mettions sous presse, que l'irruption des militaires sur la scène

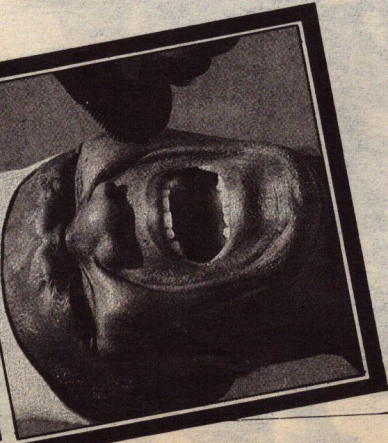
La mise en terre, après les discours et les prières. Ci-contre (en haut) sous le soleil : l'Américain George Bush, l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, le Tanzanien Julius Nyerere, le Premier ministre français Pierre Mauroy et le Mozambicain Samora Machel. A l'intérieur de la mosquée : le Sénégalais Abdou Diouf, le Palestinien Yasser Arafat et le Gabonais Omar Bongo.



Un quart de siècle durant, l'armée a payé cher son tribut à la « Révolution »



L'HERITAGE DE SEKOU TOURE



politique guinéenne n'était pas une véritable surprise. L'armée n'a pas seulement été le parent pauvre du régime de Sékou, méprisée, tenue en marge des honneurs du pouvoir. Elle a, durant un quart de siècle, chèrement payé son tribut à la « Révolution ». Nombre d'officiers ont été arrêtés et exécutés sous prétexte de complots qui n'ont jamais existé que dans le cerveau malade du dictateur guinéen.

Cas du commandant Keïta Mamadou fusillé en 1965 pour com-

plot avec le commerçant « Petit Touré ». Cas du colonel Kaman Diaby, des capitaines Diallo Thierno, Baldé Abdoulaye, Diallo Baïlo et bien d'autres, arrêtés en même temps que Fodéba Keita et Barry Diawadou en 1969. Cas du général Keita Noumandian, chef d'état-major de l'armée, du colonel Diallo Mamadou, des commandants Barry Siradiou, Camara Diouma, Kékoura Zoumanigui et de dizaines de leurs compagnons d'armes fusillés en 1971 dans le complet dit « de la cinquième colonne SS nazie et foccartienne ». Car, enfin, du capitaine Kouyaté Lamine et du lieutenant Diallo Assane, arrêtés en 1976, en même temps que Diallo Telli, pour le complot dit peul. Et morts comme lui de « diète noire » dans les cellules du fameux camp de Conakry.

La liste des officiers, sous-officiers et soldats assassinés sur les ordres de MM. Sékou et Ismaël Touré est particulièrement longue. Et on comprend que la proclamation du Comité militaire de redressement national parle de dictature sanglante et de « martyrs » à réhabiliter. ■

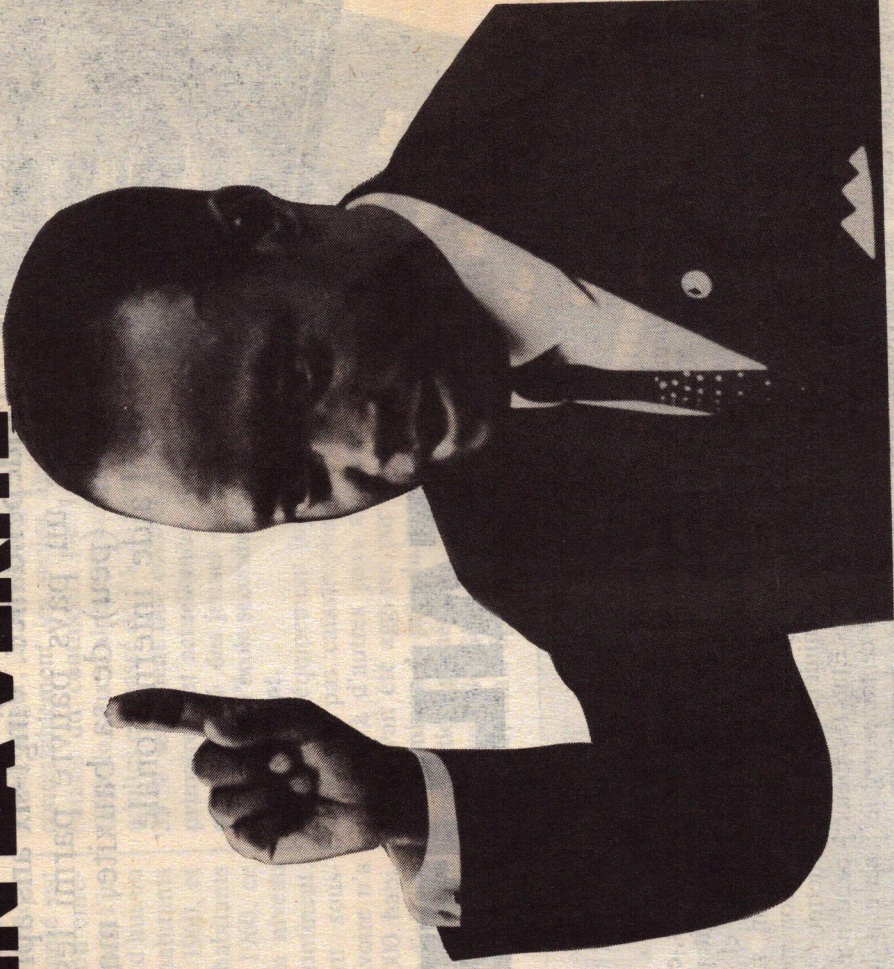
Lanzana Béavogui héritier d'une semaine balayé par les militaires

Dernière cérémonie au stade du 28-Septembre,



DEMAIN LA VERITE

Diallo Telli, la plus illustre des victimes.



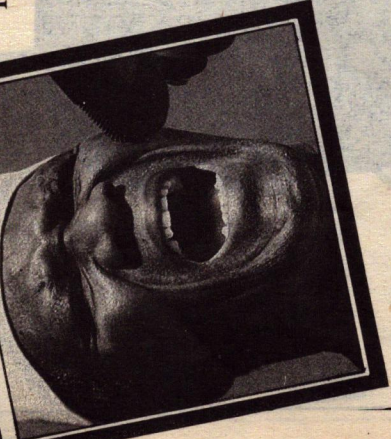
candidats à la succession de Sékou dont « les mains sont encore tachées de sang ».

Juste retour des choses, les militaires guinéens, s'ils n'ont pas oublié les criminels, n'ont pas davantage oublié les victimes, « ces dignes fils de la Guinée » exterminés pour avoir eu une opinion contraire à celle des gouvernants d'hier. Le CMRN a promis « la réhabilitation de ces milliers de martyrs ». C'est la revanche de Diallo Telli. C'est déjà la vérité. Demain sera connue toute la vérité sur la dictature de Sékou Touré. Car tout n'a pas été dit, tout n'ayant pas été su. Ce sera, on peut l'espérer, pour la Guinée et les Guinéens, une sorte de renaissance, de retour à leur dignité hier étouffée et bafouée. Les militaires de Conakry, à l'instar de ceux de Lagos et de Ouagadougou, hier et avant-hier, le présentent comme des redresseurs de torts. Ils font les mêmes promesses d'une démocratie véritable, le même serment de refuser toute dictature personnelle. Demain, S.A. ■

A peine les chefs d'Etats et de gouvernements venus l'enterrer avaient-ils tourné le dos que les militaires guinéens ont enterré Sékou Touré une deuxième fois et à leur manière : par un coup d'Etat contre un cadavre. Les premiers savaient la vérité sur les crimes du défunt mais, au nom de la solidarité syndicale entre chefs, ils se sont tus. Ils se sont ainsi ridiculisés. Les seconds avaient et, une semaine après la mort du coupable, ils ont stigmatisé ses crimes : Sékou Touré, a accusé le Comité militaire de redressement national (CMRN), avait instauré « une dictature sanglante et impitoyable ».

Sans doute pour ne pas inquiéter voisins immédiats et alliés éloignés, le CMRN guinéen a rendu hommage à la politique extérieure de l'ancien président. Mais, sur le plan intérieur, Sékou Touré, ni ses complices — « compagnons malhonnêtes » — ni sa famille — qualifiée de « féodale » — n'ont été épargnés. Les militaires ont ainsi renvoyé dos à dos les

L'HERITAGE DE SEKOU TOURE



Une terre généreuse, de l'eau, des ressources maritimes et minérales. De quoi faire rêver les experts économiques au moment de l'indépendance. Vingt-six ans après, Sékou Touré laisse un pays pauvre parmi les pauvres, vivant (peu) de sa bauxite, mais surtout de l'aide internationale.

LA FAILLITE

Sophie Bessis

Avec un produit national brut par habitant de 300 dollars par an, la Guinée est un des Etats les plus misérables du monde, un PMA (pays moins avancé) comme on dit aux Nations unies, au même titre que le Cap Vert ou que la Haute-Volta. Est-ce sa pauvreté congénitale qui en fait un des pays les plus déshérités du continent ? Pas du tout. Ce qui fut pendant vingt-six ans le royaume de Sékou Touré était la perle de l'empire français d'Afrique. De dimension moyenne (246 000 km²), la Guinée est admirablement dotée par la nature : située dans la partie corréctement arrosée de l'Ouest africain, elle ne souffre qu'exceptionnellement de ces terrifiantes sécheresses qui accablent ses voisins du Nord ; le Fouta Djalon est même le véritable château d'eau de cette partie du continent et tout pousse facilement dans cette contrée à la nature généreuse. A l'époque coloniale, la production agricole constituait la ressource essentielle : elle contribuait pour les deux tiers à la formation du produit intérieur brut et représentait 60 % des recettes d'exportation. Quant au secteur vivrier, il parvenait sans trop de

mal à nourrir une population de 3,4 millions d'habitants au début des années soixante. A ces riches potentialités agricoles viennent s'ajouter de fabuleuses ressources minières qui font de la Guinée un des Etats les mieux dotés d'Afrique et certainement le plus chanceux de sa région : avec quelque 16 milliards de tonnes, elle possède le tiers des réserves mondiales de bauxite d'excellente teneur, sans parler du minerai de fer dont les réserves sont actuellement estimées à 15 milliards de tonnes, du diamant, de l'uranium (quatorze gisements repérés à ce jour), du cobalt, du platine, du chrome, etc.

Sous-équipement catastrophique et exode

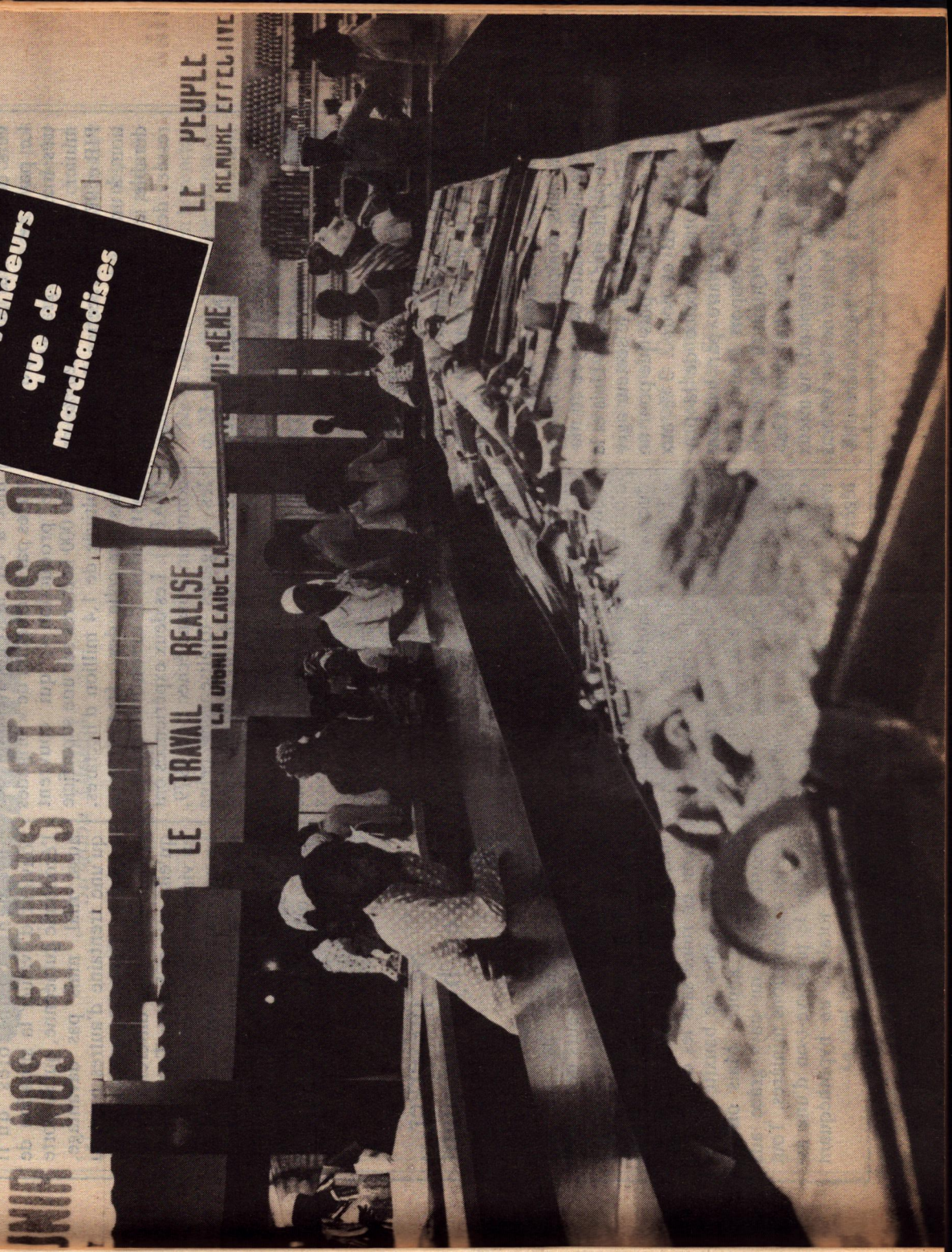
De la terre, de l'eau, des ressources maritimes et minérales, voilà de quoi faire rêver les experts en développement. Ils rêvaient d'ailleurs à l'aube des années soixante comme les Guinéens eux-

Somalie, la Centrafrique et l'Angola ont le triste privilège d'une espérance de vie aussi basse. La mortalité infantile a été réduite mais seulement de 208 % en 1960 à 163 % en 1980 ; elle demeure encore une des plus élevées d'Afrique noire. Le secteur de la santé est pourtant un des seuls à avoir enregistré quelques progrès depuis l'indépendance : il y a aujourd'hui un médecin pour 16 600 habitants contre un pour 26 900 en 1960, et un infirmier pour 2 500 habitants contre un pour 3 300 en 1960, ce qui place la Guinée à un niveau assez honorable dans un continent, il est vrai, terriblement sous-équipé. Ainsi la Côte d'Ivoire n'a qu'un médecin pour 21 000 habitants et a fait davantage d'efforts pour les infirmiers puisqu'on en compte aujourd'hui un pour 1 600 personnes.

Dans le secteur de l'éducation où le régime disait avoir réalisé une percée, les performances guinéennes sont en revanche des plus médiocres et se rapprochent de celles des pays sahéliens (Haute-Volta, Niger, Mali, Sénégal), inhabituellement les moins alphabétisés du continent. De 1960 à 1980, le taux d'alphabétisation des adultes est passé de 7 à 20 %, mais 33 % seulement des enfants d'âge primaire sont actuellement scolarisés, et 16 % des jeunes en âge de fréquenter l'école secondaire y vont effectivement.

Ce sous-équipement intellectuel ne serait pas catastrophique, par rapport à d'autres pays africains, s'il n'avait été aggravé par l'exode peu commun de près du quart de la population guinéenne, essentiellement vers le Sénégal et la Côte d'Ivoire, mais également, pour les

**Dans les
magasins d'Etat,
plus de clients
et de vendeurs
que de
marchandises**



L'HÉRITAGE DE SEKOU TOURE



le privant de main d'œuvre qualifiée et de personnel d'encadrement, la pauvreté extrême dans laquelle est plongée la Guinée depuis près de deux décennies a certainement accéléré les départs vers des contrées plus clémentes. Le pays ne survit aujourd'hui — très mal — que grâce au secteur minier qui représente 20 % du PIB et 97 % des recettes d'exportation, à une dette extérieure considérable, et à l'aide, souvent intéressée, des pays amis.

Négligence vis-à-vis d'un secteur vital

Le phénomène le plus grave, et le plus scandaleux compte tenu des atouts du pays, est l'effondrement de l'agriculture alors que 80 % de la population vit encore dans les zones rurales. En 1981, la Guinée a importé 134 000 tonnes de céréales pour nourrir sa population, sans compter 34 000 tonnes d'aide alimentaire octroyée en majeure partie par les Etats-Unis et la CEE. Aujourd'hui, le secteur agricole ne contribue plus que pour un tiers au PIB et pour... 3 % aux exportations. L'indice de la production alimentaire par habitant est de 87 par rapport à un indice 100 en 1970. Quant à la ration quotidienne moyenne d'un Guinéen, elle ne correspond, au mieux qu'aux trois quarts de ses besoins réels. Alors que l'agriculture utili-

sait en 1970 18 tonnes d'engrais par hectare de terre arable, elle n'en utilisait plus que 2 tonnes en 1981.

En fait, l'agriculture guinéenne souffre des maux communs à toute l'Afrique : faiblesse des rendements (de 500 kg à 1 t/ha de riz décortiqué ; 1,1 t/ha de maïs), négligence des autorités vis-à-vis d'un secteur vital pour l'économie et l'emploi, manque d'incitations encourageant les cultivateurs à produire davantage, etc, et de handicaps dus aux choix de l'équipe dirigeante.

Les slogans pour nouriture de base

Pendant 25 ans, le maître-mot a été la collectivisation des terres par la création de « brigades de production », qui couvrent 200 000 hectares sur une superficie cultivée de 1,4 million d'hectares, puis par celle des « fermes agro-pastorales d'arrondissement » (FAPA). Les deux expériences ont connu un cuisant échec : en 1979, les brigades totalisent à peine 2,2 % de la production agricole totale, les FAPA ne font guère mieux. Le premier plan quinquennal 1973-78 consacre cette faillite et les objectifs ambitieux d'augmentation de la production sont loin d'être atteints. Pourtant le gouvernement persévère : le III^e plan 1981-85, qui consacre 21 % des investissements totaux à l'agriculture, augmente le nombre des grandes unités étatiques à la gestion catastrophique, au détriment des petits agriculteurs. Malgré des potentialités considérables — 7,4 millions d'hectares de terres cultivables — et le nouveau mot d'ordre officiel « Prêt pour la production, qui remplace le légendaire « Prêt pour la révolution », aucun redressement de la production n'est à attendre sans un changement de politique économique. Car le secteur manufacturier, aussi négligeable soit-il puisqu'il ne contribue que pour 4 % au PIB, souffre des mêmes maux : les rares industries légères créées depuis l'indépen-

dance sont gérées par des organismes publics à l'efficacité nulle, et la plupart des usines tournent à... 10 % de leur capacité installée. Quant à la dette extérieure, elle ne cesse d'augmenter, à tel point que son remboursement arrive en seconde place, avec 15,2 % des investissements totaux, dans le plan 1981-85. Il est vrai qu'elle a atteint près de 1,3 milliard de dollars à la fin de 1981, ce qui équivaut à 80 % de la valeur du PNB, contre 314 millions de dollars et 51 % du PNB en 1970. Le service de la dette absorbe aujourd'hui environ 30 % des recettes d'exportation. La prochaine entrée en production de plusieurs projets miniers (alumine-bauxite, fer, diamant) grâce à d'importantes participations de sociétés occidentales, permettra-t-elle d'éponger plus rapidement ce fardeau ?

En réalité, ce n'est pas en termes purement comptables qu'il convient d'évaluer la situation de l'économie guinéenne, qui se porte aussi mal, mais pas davantage, qu'une trentaine d'autres pays du continent. Car la Guinée aurait pu être en 1984 bien différente de ce qu'elle est, si Sékou Touré avait, en vingt-six ans de pouvoir absolu, su valoriser ses atouts au lieu de créer de toutes pièces une bureaucratie incompétente et corrompue, et les Guinéens auraient pu espérer avoir un niveau de vie, sinon mirobolant, du moins plus digne que celui qui est le leur.

Se préserver... en hypothéquant l'avenir

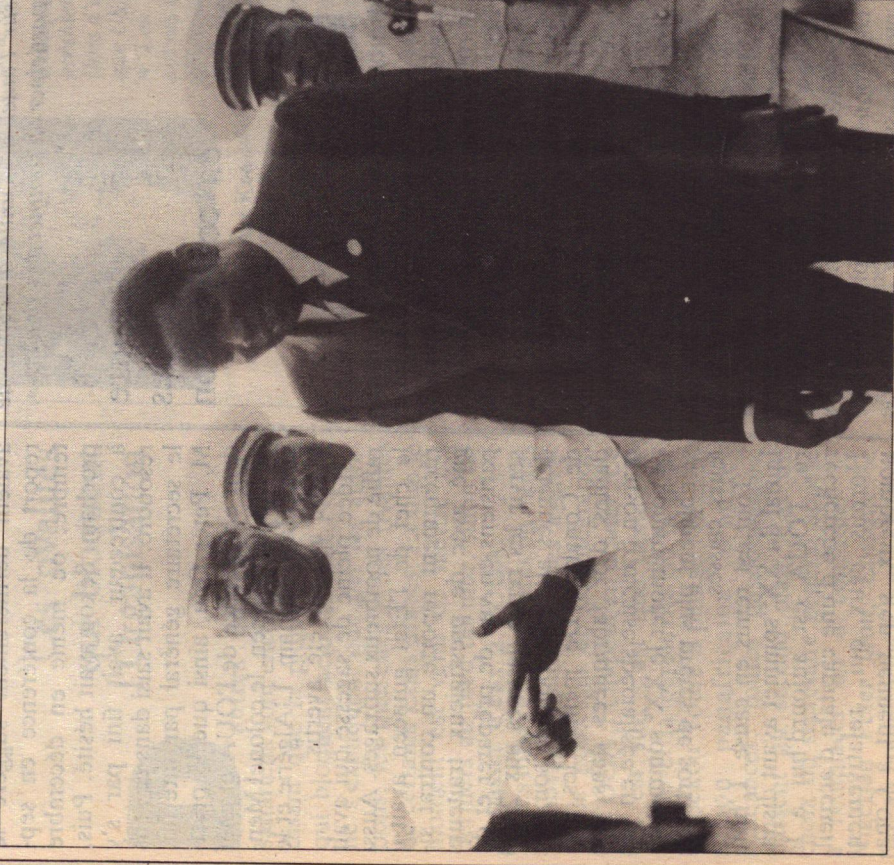
Le maître de Conakry lègue à ses successeurs une nation économiquement désorganisée, aux infrastructures à l'abandon, à l'encadrement embryonnaire, une nation qui serait à peu près totalement en ruine sans les douze millions de tonnes de bauxite exportées chaque année. Mais on ne construit pas un pays grâce aux seules exportations minières. Tout au plus le préserve-t-on d'une asphyxie totale... en hypothéquant l'avenir. ■

Le leader guinéen est mort de ses déboires diplomatiques. Sans doute d'avoir compris qu'il ne présiderait pas l'organisation panafricaine.

OUA

BATAILLE POUR UN SOMMET

Siradiou Diallo



Le chef de l'Etat togolais Gnanassingbe Eyadéma à Conakry, avec le Guinéen Lansana Beavogui.

Sékou Touré est mort le 26 mars 1984, alors qu'il s'efforçait de remettre l'OUA sur ses rails. C'est en effet peu de temps après son retour, le 20 mars, d'Alger et de Fès, où il avait tenté en vain de rapprocher les thèses de l'Algérie et du Maroc sur le conflit du Sahara, que le leader guinéen a été pris d'un malaise, dans l'après-midi du 22 mars.

On connaît maintenant les détails des derniers jours du leader guinéen. Au lendemain de son retour, le mercredi 21 mars, Sékou Touré reçoit des gens toute la journée. Le jeudi 22, il présidera, avec son allant habituel, la séance de clôture du congrès des syndicats de la CEDEAO. Quand il quitte la salle, à 17 heures, il se déplace avec difficulté. Et le soir, au nouveau Palais bâti dans l'enceinte de la cité de l'OUA (en service depuis un mois), à la fin de son dîner solitaire (miel et ananas), il est pris d'une douleur accompagnée de vomissements. Son ministre des Affaires étrangères, le Dr Abdoulaye Touré, et des médecins chinois, accourus à son chevet, lui administrent des calmants.

Ne se sentant pas bien le lendemain 23 mars, Sékou annule toutes ses audiences. C'est le Dr Abdoulaye Touré qui, l'après-midi, répondra à un appel téléphonique de routine du roi du Maroc. Ainsi alerté, Hassan II dépêche aussitôt une équipe de médecins à Conakry, où elle arrive dans la soirée du 23 — pour téléphoner au souverain que Sékou Touré est dans un état grave. Nouvel appel téléphonique : Hassan II alerte des hommes de l'art à Cleveland, Ohio, Etats-Unis. Ils arriveront en Guinée le samedi 24 mars au matin avec des appareils hautement sophistiqués. Diagnostic : anévrisme de l'aorte.

De nouveau, Hassan II téléphone : au roi Fahd d'Arabie. Un avion médical saoudien va être envoyé à Conakry. Il y atterrit le dimanche matin 25 mars. Reste à persuader Sékou de quitter la Guinée. Dans sa villa de Bellevue (banlieue de Conakry) où il a été discrètement transporté le lendemain 23, c'est son épouse Andrée qui le convaincra. Et c'est seulement le dimanche après-midi — non la veille, comme nous l'avons d'abord

L'HERITAGE DE SEKOU TOURE



indiqué — que Sékou Touré s'en- vole pour les Etats-Unis avec Aminata, son fils Mohamed, sa fille Aminata, Abdoulaye Touré, un garde du corps et, bien entendu, les médecins américains. Avant de partir, Sékou a pris soin de confier la clef de son bureau à un certain commandant Keita.

Précaution ? Prémonition ?

Dans l'avion, le président guinéen dicte son testament au Dr Abdoulaye Touré. Le lundi 26, à Cleveland, il prend un petit déjeuner, plaisante et explique qu'il ne peut pas se faire opérer : « *Ce jour n'est pas bon pour moi* ». On l'opérera quand même, dès l'après-midi. Et il ne se réveillera pas d'une intervention qui va durer quatre heures. Le lendemain mardi 27 mars 1984, le corps d'Ahmed Sékou Touré est rapatrié en Guinée.

Le plus dramatique c'est que Sékou qui, après l'Algérie, se proposait de se rendre en Libye, laisse l'OUA totalement en panne. Au demeurant, sa capitale n'était pas matériellement prête à accueillir le XX^e sommet. Car, si les villas réservées aux chefs d'Etat et le Palais des conférences étaient achevés, les hôtels en étaient loin. Certains se trouvaient en pleins travaux de restauration, alors que d'autres étaient encore en construction. Sans parler des rues de la capitale dont la remise en état était en cours. Il n'empêche. Sékou était résolu à tenir son sommet comme prévu, en mai prochain, à Conakry.

Cependant, il avait, ces der-

nières semaines, pris conscience des risques d'échec que courait « son » sommet du fait des deux graves conflits qui paralysent l'OUA : le Sahara et le Tchad.

Pour dénouer le premier, il s'était précipité le 18 mars à Alger. Où il eut des discussions particulièrement orageuses avec le président Chadli Bendjedid. Qui ne voulait rien entendre lorsque Sékou lui proposa de demander à la RASD (République arabe sahraouie démocratique) de s'abstenir de participer au XX^e sommet. Moyennant, en contrepartie, l'organisation d'un référendum d'autodétermination avant la fin de l'année.

« *C'est inacceptable* », lui aurait répondu son homologue algérien, décidé à obtenir l'application de la résolution votée lors du XIX^e sommet (Addis Abeba, juin 1983). Et qui prévoyait l'organisation de ce référendum avant le 31 décembre 1983. Faute de quoi, aurait ajouté le chef de l'Etat algérien, « nous ne pouvons empêcher les Sahraouis, qui se sont sacrifiés plus d'une fois sur l'autel de l'unité africaine, de participer au sommet de Conakry ».

Quatre capitales en compétition

Littéralement « sonné » par la brutale franchise de son interlocuteur algérien, Sékou fut foudroyé par le refus catégorique de son ami le roi Hassan II lorsqu'à l'escala de Fès, en provenance d'Alger, il lui demanda d'assouplir sa position. Pour sauver « son » sommet. Nous sommes disposés à organiser le référendum prévu par l'OUA, lui aurait dit le roi du Maroc. Il n'est cependant pas question pour nous de nous asseoir autour d'une même table que des « mercenaires ».

Mais, sans discussion avec ces derniers, aurait fait observer Sékou, il n'est pas possible d'arrêter les modalités du scrutin. Dans ces conditions, aurait répliqué sèchement Hassan II, il n'y aura pas de référendum. Dès lors, Sékou a su que son sommet n'aurait pas lieu.

Pour avoir voulu tirer tout seul l'énorme locomotive de l'OUA, Sékou Touré est mort. Laissant derrière lui une organisation panafricaine plus que jamais désunie et désemparée. Et, pour tout dire, totalement en panne. Les partisans du Polisario sont désolés mais farouchement résolus. Ils ne siègeront à l'OUA qu'à condition que les représentants de la RASD y siègent aussi. Leur position est d'autant plus solide qu'ils sont à présent vingt-huit. C'est-à-dire plus que la majorité absolue (26 membres).

A l'initiative du chef de l'Etat malgache, Didier Ratsiraka, ils avaient d'abord envisagé de boycotter purement et simplement le rendez-vous de Conakry. Mais, sur les conseils de l'Algérie et en accord avec les dirigeants de la RASD, ils s'étaient ravisés. Pour décider de se rendre massivement, dans la capitale guinéenne. Où ils comptaient exiger que leurs collègues sahraouis soient admis.

Pour éviter l'impasse, certains avaient dernièrement suggéré le report de la conférence en septembre, ou même en décembre prochain. Sékou avait hésité. Puis, à contrecoeur, avait fini par s'y résoudre. Il avait saisi dans ce sens le secrétaire général par intérim, M. Peter Onu, ainsi que le président en exercice de l'OUA et chef de l'Etat éthiopien, le colonel Mengistu Haïlé Mariam. L'Algérie et le Maroc avaient été avertis.

Idee pleine de sagesse qui avait rallié de nombreux suffrages. Aussi le chef de l'Etat guinéen avait-il récemment reporté un contrat signé avec de prestigieux traités parisiens en vue de préparer et de servir les repas destinés aux 2 000 délégués attendus pour le sommet de Conakry. De même, les médailles d'or fabriquées dans une maison française spécialisée en vue de commémorer le XX^e sommet ne semblaient plus prêtes de sortir de leurs caisses.

Tout est remis en cause. L'hôte initial du XX^e sommet ayant disparu, l'OUA est aujourd'hui à la recherche d'une capitale d'accueil. Hormis ceux qui, relativement nombreux, s'en tiennent à Conakry, certains proposent la candidature de Lomé (Togo), d'autres

celle de Dakar (Sénégal). Ces deux métropoles disposent en effet d'un équipement hôtelier et d'infrastructures de communications parfaitement adéquats pour héberger de telles rencontres. Leurs chefs d'Etat jouissent en outre d'un grand crédit auprès de leurs pairs. Mais il n'est pas exclu que certains progressistes préfèrent Addis Abeba, siège de l'OUA.

Toujours est-il que nombreux sont les dirigeants d'Afrique au sud du Sahara qui souhaitent voir cette année la tenue du XX^e sommet. Et mieux, une véritable relance de l'organisation panafricaine. L'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny est un de ceux-là. « Le Vieux », comme l'appellent communément ses compatriotes, estime que les errements et les fissures de l'OUA, du fait des conflits qui affectent telle ou telle sous-région, sont très préjudiciables à l'Afrique. Et que, faute d'y mettre un terme, on risque de précipiter le continent dans l'abîme.

Ces rivalités qui bloquent l'Organisation

D'autres dirigeants sahariens vont encore plus loin. En disant que la plupart des conflits qui bloquent actuellement l'OUA ne s'expliquent que par les ambitions, les querelles et les rivalités de certains Etats arabes. Et que le moment est venu de mettre ces derniers au pied du mur, sinon de se passer d'eux à l'OUA.

Ces mises en garde plus ou moins alarmantes suffiront-elles à arrêter le processus de désintégration de l'OUA ? On peut en douter. Ce qui est sûr, c'est que devant le drame et la perplexité où la mort de Sékou Touré a plongé l'organisation panafricaine, d'autres échéances, toutes passionnantes, passent au second plan. Cas du choix du secrétaire général appelé à remplacer ou à confirmer le Nigérien Peter Onu. Lorsque le bateau coule, à quoi bon se battre pour en être le capitaine ?

ILS ONT DIT

Un choix de Henriette Sarraeca



Nicole Avril
écrivain français

• Les séducteurs masculins sont fatigués. Le macho est peut-être une espèce en voie de disparition. Va-t-il falloir protéger les derniers représentants de cette ancienne race ?

Alexander Haig
ancien secrétaire d'Etat américain (sous Reagan)

• Pour moi, la Maison Blanche était aussi mystérieuse qu'un vaisseau fantôme : on entendait des craquements et on apercevait quelquefois l'équipage sur le pont. Mais allez savoir qui était à la barre !

ront plus qu'un dé- faut dans le pay- sage...

Hafez el-Assad
président syrien

• Au Liban les USA, toute super- puissance qu'ils sont, ont eu les yeux plus gros que le ventre.

Guy Georgy
ambassadeur de France

• La France devait- elle intervenir au Li- ban ? C'est une tra- dition historique : notre roi saint Louis est allé attra- per la peste à St Jean d'Acre !



Mouammar Kadhafi
chef de l'Etat libyen

• Si une guerre éclatait entre la Li- bye et l'Egypte, elle échapperait aux lois internationales car ce serait une guerre civile ; pareille à la guerre de Sécession américaine, à la guerre « d'unifica- tion » de Garibaldi, et de libéra- tion de Mao Zedong en Chine.

Jean-Marie Domenach
philosophe français

• Le stalinisme et le nazisme, au fond, c'est la même chose. Mais Auschwitz a fermé et le goulag est toujours ouvert.



Gary Hart
candidat à l'investi- ture démocrate (Etats-Unis)

• Nous, de la géné- ration du Vietnam, pensons qu'il faut de la prudence pour traiter avec le Tiers monde ; il n'y a pas de solution militaire pour chaque pro- blème, et se conten- ter d'appuyer des dictatures n'est pas dans l'intérêt de mon pays.

Léopold Sédar Senghor
ancien-président sénégalais, lors de son entrée à l'Acadé- mie française

• L'immortalité se mérite.

Husseïn
roi de Jordanie

• Pour les Etats- Unis, les implanta- tions israéliennes, d'« illégales », sont devenues un « ob- stacle insurmon- table », puis une simple « entrave ». Bientôt, elles ne se-

Andanson — Sygma/Sehram — J.A. Campion — Gamma